

L'utilisation de renseignements financiers dans la lutte contre la traite des personnes

par ManchesterCF

Mémoire présenté au Comité permanent de la justice et des droits de la personne

Consultation nationale sur la traite des personnes au Canada

19 avril 2018

Le défi de poursuivre les trafiquants humains

Le Canada est aux prises avec deux types de traite de personnes. Le premier, la traite internationale de personnes, s'entend de la traite d'une victime qui, dans le cadre de la traite dont elle fait l'objet, a franchi une frontière internationale, indépendamment de son statut d'immigration. Peu importe que la victime ait franchi la frontière légalement ou illégalement. Le deuxième, la traite interne, s'entend de la traite d'une victime au Canada, indépendamment du statut légal de la victime¹ :

Le milieu d'application de la loi canadien fait la distinction entre traite nationale et internationale de personnes en vue de déterminer les accusations criminelles à déposer.

Cette distinction est également importante au moment d'examiner les transactions financières des trafiquants de personnes et des victimes, sujet que nous aborderons plus loin.

Contrairement aux autres crimes où des gens sont arrêtés en possession de marchandises volées dans leur garage ou à la suite de l'expertise judiciaire d'une arme ayant servi à un crime, il n'y a pas toujours de preuve matérielle dans une situation de traite de personnes. En revanche, la traite de personnes se fonde sur une relation qui évolue et qui est souvent perçue de façon très différente par les victimes dès le départ.

Les trafiquants, en vue d'établir un lien de confiance avec leurs victimes, promettent de combler leurs souhaits ou leurs besoins² :

Les trafiquants ont recours à diverses tactiques pour établir leur domination sur leurs victimes. Le plus souvent, les trafiquants gagnent la confiance de leurs victimes à travers

¹ Gendarmerie royale du Canada, *La traite de personnes au Canada*, mars 2010.

² Gendarmerie royale du Canada, *La traite interne de personnes à des fins d'exploitation sexuelle au Canada*, octobre 2013.

une fausse amitié ou une relation amoureuse fictive, exercent une domination psychologique ou imposent des dettes.

Une fois le lien de confiance établi avec leurs victimes, les trafiquants peuvent commencer à manipuler la situation à leur avantage³ :

Il est important de comprendre qu'un consentement peut être initialement donné; cependant, si la nature ou les conditions de l'entente changent et que la personne devient exploitée ou contrôlée, il n'y a plus consentement.

En vertu du *Code criminel* du Canada et de la *Loi sur l'immigration et la protection des réfugiés*, le consentement d'une victime n'est pas un critère déterminant de la traite des personnes⁴. Tant qu'il est possible de prouver que la victime a été contrôlée ou exploitée ou « qu'on a organisé l'entrée de la victime au Canada par fraude, tromperie, enlèvement ou menace ou usage de la force ou de toute autre forme de coercition », il s'agit de la traite de personnes.

Le défi de poursuivre les trafiquants humains est toujours présent. Quand il s'agit de trafic d'armes et de trafic de stupéfiants, les criminels doivent tout d'abord acheter la marchandise et, pour faire de l'argent, doivent la vendre. Le processus d'achat et de vente peut être pénible, en particulier pour les petits joueurs qui œuvrent dans la rue. Par ailleurs, en Amérique du Nord, lorsque les forces de l'ordre procèdent à une arrestation en cas d'infraction mettant en jeu une arme à feu ou liée aux drogues, la preuve est confisquée et conservée dans un endroit sécuritaire jusqu'à ce qu'elle soit déposée devant le tribunal. Il arrive parfois que la preuve soit conservée dans des casiers pendant plus d'un an.

Dans les cas de traite de personnes, la preuve est la victime. Elle ne peut pas être placée dans un casier et y rester pendant plus d'une année. Les victimes de la traite de personnes exigent une grande attention, beaucoup de ressources et d'énergie. Si les victimes ne peuvent pas bénéficier de rencontres individuelles ou de soutien affectif, elles ne seront probablement pas de bons témoins. Sans témoins efficaces, les chances que les trafiquants humains soient reconnus coupables sont minimes.

Pour étoffer suffisamment le dossier, les enquêteurs doivent s'efforcer d'établir des liens de confiance avec les victimes. Ils doivent établir des liens avec les victimes et, au moment opportun, leur demander une déclaration. Bâtir ce lien peut prendre du temps, et une fois que les victimes ont fait leur déclaration, des mois peuvent s'écouler avant la tenue du procès.

³ Gendarmerie royale du Canada, *La traite de personnes au Canada*, mars 2010.

⁴ *Ibid.*

Il est extrêmement difficile d'assurer la sécurité des victimes et de faire en sorte qu'elles restent convaincues de leurs convictions avant d'en arriver au procès. Si les victimes sont isolées socialement, ne connaissent pas les ressources sociales à leur disposition ou doivent se trouver un endroit pour vivre ou du travail, elles ne se présenteront pas au tribunal des mois plus tard. Sans un soutien social continu dans les mois suivant leur déclaration, les victimes disparaissent souvent avant même la tenue du procès, auquel cas les accusations contre les trafiquants sont abandonnées. Comme il a été mentionné dans l'article « Missing and Murdered: The Trafficked » paru dans le *Globe and Mail* de 2016⁵ :

Les membres du groupe de travail national de 2014 recommandent de modifier le Code criminel afin que l'infraction repose davantage sur le geste posé par l'auteur du crime que sur la capacité de la victime à témoigner à la barre.

Les rares fois où les victimes sont allées en cour et se sont retrouvées face à leurs oppresseurs, la présentation de preuves concrètes était très faible. Par ailleurs, les avocats de la défense utilisent souvent des techniques de contre-interrogatoire pour ramener le témoignage des victimes en cas de versions contradictoires.

Suivre la filière de l'argent

Dans les enquêtes liées au blanchiment d'argent, au financement et aux ressources du terrorisme, au trafic des stupéfiants ou au trafic d'armes, suivre la filière de l'argent mènera aux criminels. C'est aussi vrai pour la traite de personnes : l'argent provient de la victime, mais se retrouve dans les mains du criminel.

Comme il n'existe rien de mieux pour comprendre la traite des personnes que de suivre la filière de l'argent, l'arme la plus puissante que les forces de l'ordre peuvent utiliser contre les trafiquants est la situation financière. Cependant, en réalité⁶ :

La plupart des enquêteurs criminels spécialisés dans la traite de personnes n'ont aucune formation en enquêtes financières, et la plupart des enquêteurs financiers n'ont aucune formation quant à la traite de personnes. Ce manque de formation croisée empêche d'intégrer complètement les enquêtes financières dans des cas de traite de personnes et de perturber et démanteler les réseaux de traite de personnes en ciblant les fruits de cette activité.

⁵ Tavia Grant, « Missing and Murdered: The Trafficked », *Globe and Mail*, 10 février 2016 [TRADUCTION].

⁶ Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, *Leveraging Anti-Money Laundering Regimes to Combat Trafficking in Human Beings*, 2014 [TRADUCTION].

Beaucoup d'enquêtes criminelles dans le cadre de la traite de personnes n'incluent pas d'enquêtes financières. Cela ne réduit pas seulement l'efficacité des enquêtes spécifiques à la traite de personnes, cela limite également la capacité des LEA et des organismes luttant contre la traite de personnes de bien évaluer la portée des fruits de cette activité et à quel degré ils sont blanchis et intégrés dans les économies légitimes et illégitimes.

[...]

Lorsque des enquêtes financières s'insèrent dans des cas de traite de personnes, elles sont habituellement limitées dans leur portée et se concentrent sur des infractions spécifiques déjà en place, sur les exploiters finaux et sur les avoirs confisqués associés au cas actuel, plutôt que sur des activités plus larges de la traite de personnes et sur tous les principaux intéressés. En conséquence, beaucoup d'enquêtes financières ont un effet dissuasif limité sur les opérations des organisations criminelles s'adonnant à la traite de personnes.

Les faibles taux de condamnations au chapitre de la traite de personnes sont, en partie, le résultat d'un manque de coordination et de l'incapacité à prouver que les trafiquants ont exploité les victimes⁷ :

Une enquête proactive [...] permettrait de recueillir des éléments de preuve indépendants, qui pourraient augmenter les chances d'avoir des accusations de traite de personnes qui aboutissent en cour. Comme pour les autres activités criminelles pour lesquelles les preuves ne sont pas évidentes ni concrètes, une enquête exhaustive est requise pour corroborer les allégations de traite de personnes.

S'assurer que les parties concernées sont interreliées dans les enquêtes devient indispensable. Puisque les profits engendrés par la traite des personnes aboutissent dans l'économie mondiale par le blanchiment d'argent, les institutions financières ont notamment un rôle à jouer dans cette lutte.

Seconder les organismes d'exécution de la loi en mettant des outils qui permettront de mener des enquêtes financières aidera considérablement la lutte contre la traite de personnes et protégera les institutions financières contre les produits de la criminalité comme le blanchiment d'argent.

En termes simples : Si quelqu'un obtient quelque chose dans le cadre d'une infraction criminelle, cela devient le produit de la criminalité. De plus, si la personne tente de convertir, transférer ou déposer le produit, elle commet une infraction de recyclage.

⁷ Gendarmerie royale du Canada, *La traite de personnes au Canada*, mars 2010.

Remplacer l'approche axée sur la victime et examiner le crime du point de vue du blanchiment d'argent se révélera un puissant outil de lutte contre la traite de personnes.

À l'étape où les trafiquants humains tentent de placer le produit financier soutiré de leurs victimes dans le système financier, ils se livrent au blanchiment d'argent. Dans le *Code criminel* du Canada, le blanchiment d'argent se définit comme suit⁸ :

Recyclage des produits de la criminalité

462.31 (1) Est coupable d'une infraction quiconque — de quelque façon que ce soit — utilise, enlève, envoie, livre à une personne ou à un endroit, transporte ou modifie des biens ou leurs produits, en dispose, en transfère la possession ou prend part à toute autre forme d'opération à leur égard, dans l'intention de les cacher ou de les convertir sachant ou croyant qu'ils ont été obtenus ou proviennent, en totalité ou en partie, directement ou indirectement :

(a) soit de la perpétration, au Canada, d'une infraction désignée;

(b) soit d'un acte ou d'une omission survenus à l'extérieur du Canada qui, au Canada, aurait constitué une infraction désignée.

Toute transaction qui se rapproche des éléments de cette définition permet à un analyste financier de soumettre une déclaration d'opérations suspectes au service de renseignement financier de son organisation et, ultimement, au Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada.

Partage d'information

Lorsque les forces de l'ordre enquêtent sur des cas de traite de personnes, les enquêtes peuvent être facilitées, dans une certaine mesure, par l'échange de renseignements entre les organismes. L'atelier de 2016 du Conseil de sécurité des Nations Unies « Fighting Human Trafficking in Conflict » a donné lieu à des recommandations selon lesquelles le Conseil de sécurité des Nations Unies tirerait parti de son influence en⁹ :

encourageant les pays membres de l'ONU d'envisager et d'adopter des dispositions juridiques, administratives, technologiques et institutionnelles pour faciliter le partage de renseignements par les forces de l'ordre et les acteurs de réglementation avec les banques et les autres intermédiaires financiers, et entre les banques et les intermédiaires

⁸ <http://laws-lois.justice.gc.ca/fra/lois/C-46/page-95.html>.

⁹ http://collections.unu.edu/eserv/UNU:5780/UNUReport_Pages.pdf [TRADUCTION].

financiers, pour identifier les activités financières douteuses reliées à la traite des êtres humains en situation de crise.

L'atelier du Conseil de sécurité des Nations Unies a porté expressément sur les régions en proie à des conflits; néanmoins, toutes les régions tireraient profit de l'adoption de ces recommandations. Le partage des renseignements en temps opportun avec les forces de l'ordre, les organismes de réglementation, les banques et les autres intermédiaires financiers est d'une importance capitale.

Avec des renseignements suffisamment détaillés, le service de renseignement financier peut découvrir des comportements associés à la criminalité financière qui ne seraient pas évidents pour les sociétés ou les membres de leur personnel. La compilation de différentes données provenant de plusieurs organismes de communication de l'information permet au service de renseignement financier et, par extension, aux forces de l'ordre, d'intervenir et de prévenir les activités de blanchiment d'argent associées à la traite de personnes. Les institutions financières qui omettent de soumettre une déclaration d'opérations suspectes peuvent briser des maillons de preuve et miner toute l'opération de collecte de renseignements.

Communication des soupçons

Dans des circonstances idéales, les renseignements recueillis dans les institutions financières se rendent jusqu'au Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada par la soumission des déclarations d'opérations suspectes.

En reconnaissant des transactions suspectes ou illogiques et en alertant le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada en temps opportun et de façon cohérente, les enquêteurs financiers peuvent contribuer à l'éradication de la traite de personnes. En possession de ces rapports, le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada est en mesure de suivre et de déchiffrer des activités financières en demandant des renseignements supplémentaires au gouvernement et à d'autres sources en ce qui a trait à ces transactions. Par la suite, les renseignements sont transmis aux divers organismes chargés de l'application de la loi pour éventuellement porter secours aux victimes et condamner les trafiquants.

La divulgation prévoit un système et une méthode d'analyse, d'enregistrement, d'examen et de gestion des transactions financières potentiellement suspectes. Sous la vaste catégorie du blanchiment d'argent, des comportements peuvent être observés et indiquer des activités de traite de personnes¹⁰ :

¹⁰ Organisation pour la sécurité et la coopération en Europe, *Leveraging Anti-Money Laundering Regimes to Combat Trafficking in Human Beings*, 2014 [TRADUCTION].

[Les enquêteurs financiers] devraient multiplier leurs efforts pour identifier les activités suspectes liées à la traite de personnes en appliquant des mesures de diligence, en examinant les clients et les transactions selon les profils de risque et pour mieux connaître les industries à haut risque, les typologies du blanchiment d'argent et les pays d'origine, de transit et de destination pour la traite de personnes. [Les enquêteurs financiers] devraient également suivre les conseils du service de renseignement financier et de l'organisme chargé de l'exécution de la loi pour identifier les signaux d'alarme et les indicateurs de risque, pour rechercher des données du domaine public en lien avec la traite de personnes, comme les documents judiciaires, les articles et les publicités dans les journaux et pour analyser tous les renseignements afin de produire des déclarations d'opérations suspectes susceptibles de donner lieu à une poursuite judiciaire.

Les signes de la traite de personnes, les méthodes d'enquête ainsi que les limites sont similaires au Canada et aux États-Unis. Aux États-Unis, le Financial Crimes Enforcement Network (FinCEN) est l'équivalent de notre service de renseignement financier. À l'instar des déclarations d'opérations suspectes qui sont soumises au Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada, les rapports d'activités suspectes sont soumis au FinCEN aux États-Unis. L'enquêteuse chargée des crimes financiers aux États-Unis, Joanne Alicea, a recommandé que si le trafic d'êtres humains ou la traite de personnes est soupçonné et qu'un rapport d'activités suspectes est rédigé et soumis au FinCEN, il serait utile que les forces de l'ordre incluent ces termes spécifiques dans la partie descriptive du rapport :

*« AVIS DE PASSAGE DE CLANDESTINS » et/ou « AVIS DE TRAITE DE PERSONNES »
Les institutions financières devraient inclure un ou les deux termes dans la mesure où elles peuvent faire la distinction entre le passage de clandestins et la traite de personnes¹¹.*

M^{me} Alicea ajoute même de recommander l'inclusion d'une :

case à cocher dans le rapport relative au signalement du parcours de l'argent associé au crime odieux qu'est la traite de personnes.

[...]

Le rapport peut et devrait être utilisé pour signaler des transactions qui peuvent servir à la traite de personnes, qu'il s'agisse de travail forcé ou de la traite de personnes à des fins sexuelles. Malheureusement, le rapport d'activités suspectes actuel énumère les

¹¹ <https://www.fincen.gov/resources/advisories/fincen-advisory-fin-2014-a008> [TRADUCTION].

fraudes, le blanchiment d'argent, les activités terroristes, mais ne contient aucune case pour la traite de personnes.

Le moment est venu de mettre à jour le rapport pour inclure la traite de personnes qui peut être annoncée sur les sites Internet, financée à même nos systèmes financiers [...]

Une autre recommandation prévoit que le FinCEN sonne l'alarme en suggérant l'utilisation d'un libellé dans la partie descriptive du rapport qui peut être suivi par les équipes d'examen. Notre incapacité à qualifier la traite de personnes sur Internet de « délit sous-jacent présumé » cause un tort considérable aux victimes¹².

Avec des rapports plus formalisés conçus pour les enquêteurs financiers qui décèlent des transactions ou des activités suspectes, la divulgation au service de renseignement financier et les renseignements partagés avec les forces de l'ordre seront, ultimement, plus efficaces.

Indicateurs d'opérations suspectes

Alors que les manœuvres de blanchiment d'argent impliquent d'importantes sommes d'argent, les activités financières associées au réseau moyen de traite de personnes passeront probablement inaperçues. De nombreux criminels savent que les institutions financières sont tenues de signaler la réception d'une somme en espèces de 10 000 \$ ou plus au cours d'une seule opération, ou la réception de deux ou plusieurs sommes en espèces totalisant au moins 10 000 \$ au cours d'une même période de 24 heures par une seule personne ou entité ou pour son compte. De plus, les profits engrangés provenant de la traite des personnes augmentent au fil du temps et, pour cette raison, les trafiquants sont souvent en mesure d'éviter d'être découverts.

Bien que les trafiquants soient les seuls à tirer profit de leur crime, ils ne sont pas les seuls à détenir des comptes bancaires ou des cartes de crédit. Les trafiquants encouragent rapidement les victimes à ouvrir un compte bancaire, ce qui leur donne un faux sentiment d'autonomie financière. Permettre à ces personnes vulnérables d'ouvrir et de maintenir des comptes bancaires peut être un autre moyen pour les trafiquants de les exploiter. Ils accompagnent habituellement les victimes au moment de l'ouverture du compte, se présentant comme traducteur ou tuteur.

En pareilles circonstances, les comptes bancaires appartiennent aux victimes qui sont investies du pouvoir de signature. Cependant, comme la motivation première des trafiquants est d'exploiter les gens

¹² https://www.fincen.gov/sites/default/files/sar_report/sar_tti_23.pdf [TRADUCTION].

pour leurs propres fins, au final ils surveillent et contrôlent tout mouvement des comptes. Ces comptes servent presque exclusivement à transférer l'argent des victimes aux trafiquants.

Bien que la composition du compte du trafiquant et celle du compte de la victime puissent sembler similaires au premier coup d'œil, il y a plusieurs différences fondamentales : les comptes des trafiquants montrent souvent des entrées d'argent sonnantes ou des transferts d'argent en montants arrondis (p. ex. aux 10 \$ ou 100 \$ le plus proche). Les comptes des victimes montrent souvent des transferts d'argent dans un autre compte.

En dépit de la surveillance et du contrôle exercés par les trafiquants sur leurs victimes, les institutions financières jouent un rôle important dans la détection. Puisque la liste de vérification « Bien connaître son client » indique l'âge de la personne, son état matrimonial, son lieu de résidence et ses objectifs en matière d'investissement, il est possible de connaître son style de vie, ses habitudes et ses déplacements. Les relevés d'opérations sont un bon indicateur du style de vie des trafiquants et des victimes, et dans certains cas, peuvent permettre d'établir des liens entre les différentes parties impliquées.

Comptes provenant de la traite internationale

Il est primordial que les enquêteurs financiers examinent la situation dans son ensemble et comprennent d'où provient l'argent et où il va, particulièrement dans des situations liées à la traite internationale. Les personnes qui entreprennent un nouveau travail dans un nouveau pays devront engager des dépenses de subsistances spécifiques. Pour pouvoir vivre, elles devront se rendre dans des marchés d'alimentation, des grands magasins et des boutiques de vêtements. Elles feront des dépenses téléphoniques pour communiquer avec leur famille restée dans leur pays. Elles devront se déplacer et ultimement s'acheter une carte de transport.

Si les titulaires de compte nouvellement arrivés au pays n'ont aucune preuve de ce genre de transactions, cela peut indiquer qu'ils sont victimes de la traite de personnes.

Traite de personnes à l'intérieur du Canada

Des indicateurs de transactions éventuelles associés à la traite de personnes à l'intérieur du Canada peuvent inclure des paiements fréquents à des hôtels, à des entreprises de transfert de fonds, à des agences de location de voitures, des petits transferts électroniques à des tiers et à des sites en ligne pour adultes pour des publicités offrant des services d'escorte.

Les différences entre les comptes des trafiquants et des victimes apparaissent lorsqu'on examine le montant dépensé par le titulaire du compte et à quoi cet argent a été consacré. Une des grandes

différences entre les comptes des trafiquants et ceux des victimes est que seuls les comptes des trafiquants affichent une croissance monétaire.

À titre d'exemple, les transactions financières d'une femme victime de la traite de personnes peuvent révéler son style de vie (elle vit à l'hôtel et achète des publicités sur des sites Web) et où elle travaille. Les transactions liées à l'achat de nourriture sont rares. Comme il est possible de faire des dépôts bancaires et des transferts d'argent à toute heure du jour et de la nuit, elle est susceptible de travailler de très longues heures. Sauf en ce qui a trait au paiement des hôtels et aux dépenses liées à la publicité, tout son argent est transféré à un autre destinataire.

Il est stipulé dans la déclaration d'opérations que les rapports indiquent l'heure de la transaction, le montant et la liste des parties impliquées dans la transaction. Fournir ces simples détails peut permettre de mieux cerner les habitudes d'un réseau de traite de personnes. Une étude approfondie des comptes peut même fournir la carte de toutes les activités du trafiquant humain.

Lorsque les relevés indiquent des paiements pour les chambres d'hôtel, des dépôts à un guichet très tôt le matin et un paiement PayPal pour de la publicité sur une page d'escorte d'un site de petites annonces en ligne, un tableau très sombre émerge indiquant qu'une personne est impliquée dans des activités de prostitution.

Les relevés bancaires montrant de plus en plus d'éléments de preuve de traite de personnes, il est important pour les enquêteurs financiers d'avoir une idée du style de vie des victimes et des trafiquants. Dans la plupart des cas, les victimes de la traite de personnes doivent respecter un quota quotidien minimal. Les victimes ont rarement droit à des journées de congé, elles travaillent sept jours sur sept.

La distinction entre un compte d'une victime et celui d'une travailleuse du sexe indépendante est que le compte de cette dernière affichera une croissance monétaire ou du moins des preuves qu'elle dépense son argent à son gré. Une victime aura juste assez d'argent pour payer sa chambre d'hôtel ou ses publicités en ligne. Bien qu'une victime de la traite de personnes à des fins sexuelles ait suffisamment d'argent pour payer ces choses, l'omission flagrante de l'une ou l'autre des transactions suivantes devrait indiquer qu'elle est exploitée :

- loisirs/cinéma/restaurant/spectacle/cours de danse, etc.;
- achats associés à un passe-temps;
- prêts étudiants;
- paiements hypothécaires;
- paiement du loyer;
- paiements constants des cartes Visa/MasterCard;

- pensions alimentaires pour enfants;
- dentiste;
- paiements d'automobile;
- magasins de décoration;
- achats de meubles;
- achats d'articles ménagers;
- rendez-vous fréquents au salon de coiffure;
- rendez-vous fréquents chez la pédicure;
- magasinage local/magasins courants.

Un élément crucial de la tâche de l'analyste est d'évaluer non seulement les transactions inscrites au compte, mais aussi celles qui sont absentes. À l'aide d'un modèle analytique, les agences de renseignements compilent les renseignements provenant de sources disparates en vue de développer une vision intégrée. Les décideurs, avec des ressources limitées, doivent déterminer les cas qui représentent le plus grand danger et qui doivent faire l'objet d'une enquête plus approfondie. C'est pourquoi la qualité, l'exhaustivité et la véracité des renseignements obtenus et analysés sont essentielles à notre capacité de mettre un frein aux pratiques de la traite de personnes. Pour permettre aux analystes et aux enquêteurs dans les institutions financières de comprendre les anomalies entourant les transactions pouvant être associées à la traite de personnes, ils doivent recevoir une formation appropriée.

Recommandations

Coordination entre les entités : S'assurer que les parties concernées participent aux enquêtes liées à la traite de personnes est essentiel. Développer des voies officielles pour le partage des renseignements en temps opportun avec les forces de l'ordre, les organismes de réglementation, les banques et les autres intermédiaires financiers est d'une importance capitale.

Formation pour les employés des organismes chargés de l'application de la loi : Des spécialistes au sein des organismes chargés de l'application de la loi au pays devraient être embauchés. Ces personnes devraient recevoir une formation sur la criminalité financière afin que les lacunes des connaissances cessent de contribuer au faible taux de condamnation des trafiquants.

Formation pour les employés des institutions financières : Comme nous le mentionnions tout au long du présent mémoire, les enquêteurs des renseignements financiers devraient être formés sur les indicateurs à surveiller, pour recueillir des données provenant de différentes sources et évaluer en profondeur les renseignements pour détecter des signes révélateurs de blanchiment d'argent. Outre la formation obligatoire visant la lutte contre le blanchiment d'argent, tous les employés des institutions

financières devraient recevoir une formation sur les indicateurs de la traite de personnes. Les enquêteurs financiers devraient recevoir une formation de pointe.

Communication des soupçons : Les employés des institutions financières sont légalement tenus de signaler toute transaction qu'ils jugent suspecte. Peu importe l'infraction de prédictat, les rapports soumis au Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada peuvent faire la différence entre la vie et la mort de certaines victimes. Le Centre d'analyse des opérations et déclarations financières du Canada devrait imposer des amendes aux institutions financières qui ne font pas respecter l'obligation de divulgation.

Rapports à remplir : Remplir les déclarations d'opérations suspectes et fournir les détails essentiels comme l'heure à laquelle la transaction a eu lieu, le type de transaction et les parties impliquées dans les transactions peuvent faire la différence au moment d'infliger une condamnation pour traite de personnes. Comme l'enquêtrice chargée des crimes financiers aux États-Unis, Joanne Alicea, l'a recommandé, les modèles de rapport devraient inclure des champs spécifiques dans lesquels la traite de personnes pourrait être inscrite si des soupçons existent à cet égard. Les enquêteurs financiers ne sont pas tenus d'identifier tous les cas éventuels de traite de personnes. Ils doivent plutôt déceler les indicateurs d'opérations suspectes et comprendre comment les transactions financières et les renseignements connexes sont envisagés dans un cadre plus vaste de la traite de personnes. Comme nous le mentionnions à plusieurs endroits dans ce mémoire, il n'y a aucun indicateur spécifique lié à la traite de personnes. Cependant, en examinant la gamme de facteurs et en suivant l'argent, il est possible qu'un trafiquant humain soit identifié, puis arrêté.

ManchesterCF

ManchesterCF offre des programmes de formation sur le crime financier en ligne aux institutions financières, aux organismes du secteur public et aux sociétés multinationales. Nous avons étudié les typologies de blanchiment d'argent pour les décideurs du gouvernement, informé les professionnels du renseignement financier sur les dernières tendances de la criminalité financière et aidé les banques internationales pendant les moments de pression réglementaire.

Notre expertise découle d'une solide expérience dans le secteur bancaire international, en renseignement financier et en conformité. Nos programmes de formation en ligne portent sur la complaisance, la confusion et les lacunes dans les connaissances dans la communauté des renseignements financiers et peuvent être personnalisés en fonction des besoins de chaque organisme.

Les programmes de formation proposés par ManchesterCF aident les organisations à ériger des défenses en matière de risque et de conformité afin de les empêcher d’être impliquées bien involontairement dans le blanchiment d’argent ou dans le financement du terrorisme.

La formation sur la criminalité financière de ManchesterCF est d’actualité et pertinente, et est offerte en plusieurs langues. Les documents de cours reflètent les règlements et les mesures législatives en vigueur dans plusieurs pays afin de proposer une solution de formation véritablement internationale.



ManchesterCF
Financial Intelligence